



#310 Bulletin du 19 mai 2022

Action publique

► Soutenabilités ! Orchestrer et planifier l'action publique

France Stratégie, Johanna Barasz, Hélène Garner (coord.) et al., mai 2022. 296 p.

France Stratégie a lancé début 2020 un séminaire intitulé « Soutenabilités », dont l'ambition était de construire un cadre d'élaboration et de conduite des politiques publiques, qui permette de prendre en compte les défis de durabilité à long terme, qu'ils soient environnementaux, sociaux, économiques, démocratiques, technologiques, et les impératifs de court terme. Après deux ans de travaux, le rapport de France Stratégie propose un nouveau référentiel pour une action publique à la fois durable, systémique et légitime. Articulée autour d'une orchestration cohérente des différents domaines de politiques publiques, et d'une planification renouvelée les inscrivant dans la durée, la « stratégie nationale des soutenabilités » proposée dans ce rapport doit permettre de concilier enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques.

► Le rapport ► La synthèse

► Les travailleurs mobiles, un angle mort des politiques publiques

Manon Loisel, Magali Talandier

***Horizons publics*, mai 2022**

Près de 10 millions de personnes, soit 40 % des actifs, peuvent aujourd'hui être considérées comme des travailleurs mobiles. Un phénomène trop longtemps sous-estimé, à mieux prendre en compte dans les travaux de prospective publique.

Administration territoriale

► Missions prioritaires des préfetures 2022-2025

Ministère de l'Intérieur, mai 2022. 52 p.

Ce document, non prescriptif, constitue un référentiel adressé à l'ensemble des services des préfetures et les sous-préfetures. Issu des travaux de plusieurs groupes thématiques ayant associé

représentants du réseau territorial et représentants de l'administration centrale, il vise à établir les nouvelles priorités d'actions des préfectures et des sous-préfectures. Cinq missions prioritaires ont été fixées : le pilotage des crises et des politiques de sécurité ; la garantie des libertés publiques et du respect de la loi ; l'accompagnement de l'entrée et du séjour des étrangers en France ; la mobilisation de l'expertise interministérielle au bénéfice des territoires ; l'élargissement et la diversification des modalités d'accueil des usages.

Aménagement du territoire

► Co-habitions ! 42e Rencontre des agences d'urbanisme Fnau à Dunkerque

Urbanisme, hors-série n° 75, avril 2022. 76 p.

Retour sur la 42ème Rencontre des agences d'urbanisme qui s'est tenue en décembre 2021 à Dunkerque. La question de la cohabitation a été abordée sous de nombreux aspects, à commencer par celui du « vivre-ensemble ». Pour aller plus loin sur la thématique, les 14 ateliers organisés ont permis d'explorer des pistes de réflexion sur les modes de cohabitation, à travers les prismes de la nature, du vivant, de l'habitat, des mobilités, des interactions entre territoires, du voisinage, des modes de travail, et même de la précarité. Les Rencontres de la Fnau ont aussi abordé deux grands sujets de notre temps. Tout d'abord, la décarbonation qui, outre les solutions purement techniques et technologiques, exige avant tout la collaboration active de tous les acteurs de la ville. Ensuite, l'étalement urbain, qui a fait l'objet d'un happening saisissant sous forme de procès, lors duquel des experts de tous bords sont venus témoigner à la barre pour statuer sur quatre chefs d'accusation.

► Sommaire

Alimentation

► Construire un système alimentaire territorial durable. Chronique d'une concertation territoriale en pays cœur d'Hérault

Brigitte Nougaredes, Sophie Giraud, Camille Clément et al.

Noréis, vol. 262, n° 1, 2022. pp. 79-99

Cet article présente une démarche de concertation territoriale portée par le conseil de développement du Pays Cœur d'Hérault visant à organiser des « États généraux de l'alimentation et de l'agriculture durable » (EGAAD). Cette démarche a pour objectif à terme de développer un système alimentaire territorialisé durable (SATD) à l'échelle du Pays, territoire regroupant 77 communes et trois intercommunalités. Le dispositif de concertation territoriale, élaboré avec une équipe de recherche (INRAE-UMR Innovation) avait pour objectif de mobiliser tous les acteurs de l'approvisionnement alimentaire local, les consommateurs, les associations citoyennes et les élus afin de construire un diagnostic partagé et d'identifier les pistes d'action concrètes pour développer le SATD et construire une gouvernance agricole et alimentaire à l'échelle du Pays. La concertation territoriale conduite sur une année, a mobilisé divers dispositifs (études diagnostics, forums citoyens, groupes de travail, restitutions publiques...). La participation a été inégale au regard du dispositif de concertation déployé. Alors que celle des professionnels de l'approvisionnement alimentaire local est restée faible, celle de la société civile et des élus a crû au cours du processus. Toutefois, cette concertation a permis de remettre l'alimentation à l'agenda politique du Pays.

► L'intégralité du numéro : « Les défis de la gouvernance alimentaire. Rapports de force, précarité et participation citoyenne »

Cohésion territoriale

► Les fractures territoriales sont-elles là où on le pense ?

Xavier Desjardins (Invité)

France Culture, émission "*Les enjeux territoriaux*", 10 mai 2022. 14 mn

La fracture territoriale, ce déséquilibre entre métropole et territoires ruraux, justifierait-elle que certains concitoyens se tournent vers le RN ? Echanges avec Xavier Desjardins, professeur en urbanisme et aménagement de l'espace à Sorbonne Université, pour tenter de dépasser les lectures simplifiées de réalités territoriales complexes. Où sont au final les vraies fractures ?

Développement économique

► Produits intérieurs bruts régionaux de 2000 à 2020. D'importantes disparités, de l'outre-mer à l'Île-de-France

Insee, Mathilde Gerardin

Insee Première, n° 1900, mai 2022. 4 p.

En 2020, le PIB par habitant est de 34 100 euros en France. Il s'élève à 57 600 euros en Île-de-France, contre 29 200 euros en France métropolitaine hors Île-de-France et 20 200 euros dans les régions d'outre-mer. Le niveau élevé du PIB par emploi en Île-de-France, en lien avec la présence de secteurs à forte valeur ajoutée, ainsi que la contribution de travailleurs résidant dans d'autres régions et la faible proportion de personnes âgées expliquent l'écart de PIB par habitant avec les autres régions. En écartant l'année 2020, où les effets de la pandémie de Covid-19 ont fortement mais transitoirement affecté l'activité économique, les PIB par habitant augmentent dans toutes les régions entre 2000 et 2019, en particulier aux Antilles et à La Réunion où les niveaux se rapprochent ainsi de ceux des régions métropolitaines.

Economie circulaire

► L'économie circulaire, cette notion en perpétuelle évolution

Nicolas Béfort et Lucie Wiat

The Conversation, mai 2022

L'économie circulaire domine aujourd'hui le discours industriel sur le développement durable et serait caractérisée par un triple objectif au regard des déchets : réduction, réemploi et recyclage. Depuis le 1er janvier 2022, de nouvelles mesures de la « loi anti-gaspillage pour une économie circulaire » (loi Agec) sont entrées en vigueur. Sur le site du ministère de la transition écologique, cette loi est présentée comme visant « à transformer notre économie linéaire, produire, consommer, jeter, en une économie circulaire » et « accélérer le changement de modèle de production et de consommation afin de limiter les déchets et préserver les ressources naturelles, la biodiversité et le climat ». Point d'actualité et de synthèse sur le sujet.

► L'économie circulaire et les acteurs locaux

Pierre-Yves Nauleau

Courrier des maires (Cahier détaché "50 questions"), n° 3651, mai 2022. 16 p.

Cahier pratique « 50 questions-réponses » donnant aux élus locaux des références, des conseils méthodologiques et des exemples de bonnes pratiques.

Foncier

► Quand l'industrie rachète la terre

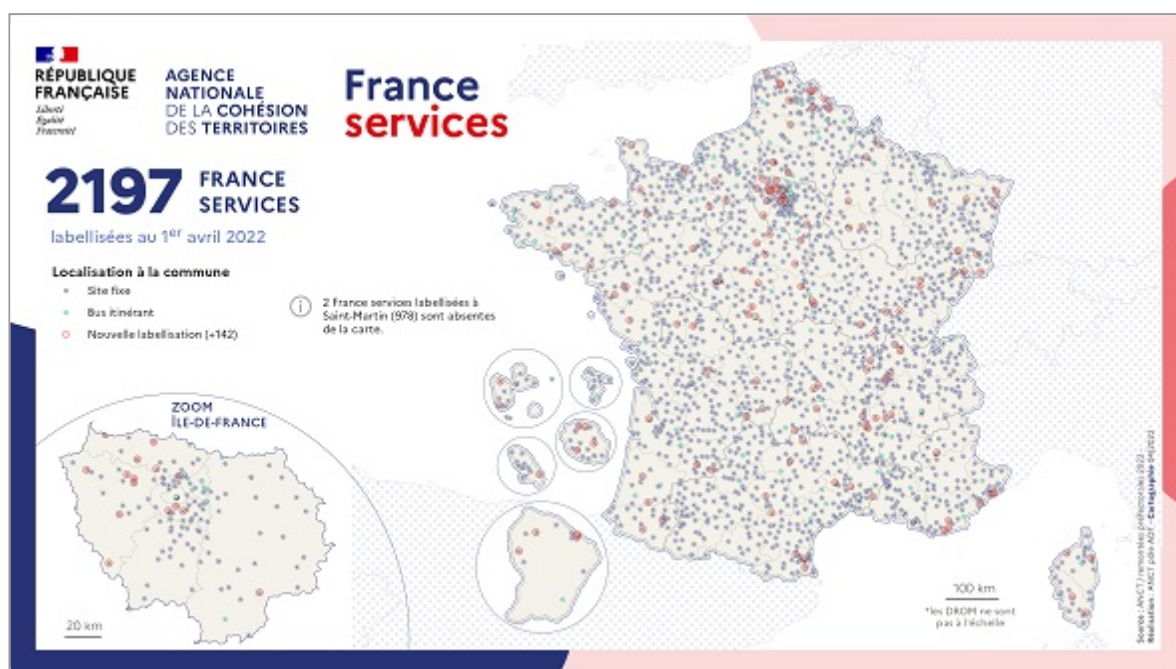
Lucile Leclair

AOC Media, 12 mai 2022

Les terres agricoles recouvrent la moitié du territoire français. Ressources convoitées depuis toujours, elles font l'objet de luttes entre agriculteurs, mais pas seulement : elles sont aujourd'hui menacées par des industries désireuses de maîtriser les matières agricoles. Avançant à bas bruit, elles posent une nouvelle question pour la campagne : assiste-t-on à un accaparement qu'on croyait réservé aux pays de l'hémisphère Sud ?

Une carte, un focus

► France services



France Services est un nouveau modèle d'accès aux services publics pour les Français. Il vise à permettre à chaque citoyen quel que soit l'endroit où il vit, en ville ou à la campagne, d'accéder aux services publics et d'être accueilli dans un lieu unique, par des personnes formées et disponibles, pour effectuer ses démarches du quotidien. Depuis avril 2022, ce sont désormais 2 197 Frances Services qui ont été labellisées.

Sur la cartothèque ANCT, la carte interactive des France Services bénéficie, depuis avril dernier, de nouvelles fonctionnalités : affiner une recherche en renseignant un rayon de recherche (en km), partager les résultats d'une recherche ou encore télécharger la fiche en format pdf de chaque France Services.

► La carte interactive France Services

► La carte France Services sur la cartothèque (version HD)

Mobilité - Transports

► Territoires et dessertes par transport rapide. Autoroutes, aéroports et TGV engendrent-ils un développement automatique ? Et des inégalités inévitables entre les territoires ?

Vincent Marchal

Les Analyses de Population & Avenir, 2022/2 (n° 39), pp. 1-38

En un demi-siècle, depuis les années 1970, des réseaux de transport rapide (autoroutes, TGV, aéroports) ont progressivement tissé leur maillage sur des territoires de la France métropolitaine. L'essentiel des réseaux a d'abord été radial et le reste, avec des liens de Paris vers les régions ; puis des réseaux entre les grandes villes des régions et entre ces grandes villes et celles d'autres pays ont été mis en service. Dans quelle mesure les choix géographiques de ces réseaux ont-ils profité et profitent-ils au développement des territoires en bénéficiant ? Et qu'en est-il des territoires éloignés des réseaux de transport rapide ? Répondre à ces questions permet d'éclairer à la fois les enjeux d'aménagement du territoire et de développement local.

Politique de la ville

► En découdre avec les poches de pauvreté

Renaud Epstein et Frédéric Gilli

France Culture, émission "*Entendez-vous l'éco*", série "*Une économie des quartiers populaires*", épisode 2, 26 avril 2022. 58 mn.

Depuis quarante ans, la politique de la ville a pour ambition d'infléchir les mécanismes de relégation à l'origine des inégalités territoriales. Dessinant une géographie prioritaire, elle est venue en aide aux quartiers populaires afin d'établir un rééquilibrage économique entre les territoires. Echanges avec Renaud Epstein, maître de conférences en sciences politiques à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye et Frédéric Gilli économiste, professeur affilié à l'école urbaine de Sciences Po et directeur associé de l'agence Grand Public.

Régions ultrapériphériques

► Donner la priorité aux citoyens, assurer une croissance durable et inclusive, libérer le potentiel des régions ultrapériphériques de l'Union

Communication COM(2022) 198 final

Commission européenne, mai 2022. 32 p.

Les régions ultrapériphériques possèdent des atouts majeurs: une population jeune, de vastes zones économiques maritimes, une biodiversité unique, de nombreuses sources d'énergie renouvelables, une situation géographique et un climat adaptés aux sciences de l'espace, activités astrophysiques et infrastructures spatiales d'envergure. Dans le même temps, elles font face à des contraintes permanentes qui nuisent à leur développement. La présente communication présente les priorités d'action de l'Union avec et pour ces régions, et propose un certain nombre d'initiatives à développer.

Résilience

► Climat, crises : comment transformer nos territoires ?

The Shift Project, mai 2022. Publication intermédiaire. 102 p.

La nouvelle publication du Shift vise à interpeller et mobiliser directement les décideurs locaux autour de leur responsabilité et de leur capacité à agir afin de rendre leur territoire plus résilient. L'objectif : convaincre les dirigeants locaux de se doter d'un « plan de résilience territoriale » pour naviguer parmi les crises vers un nouveau cap, désirable et résilient, pour leur territoire.

► Le rapport

Santé

► Santé : faire le pari des territoires

Institut Montaigne, mai 2022. 73 p. + cartographie

La crise sanitaire a mis en lumière les forces de notre système de santé mais également les difficultés de pilotage et le besoin d'associer plus étroitement les collectivités locales et la société civile à la définition des politiques de santé. La difficile articulation entre les échelons national et local, la centralisation souvent excessive des prises de décisions et l'absence de pilotage par la donnée participent à maintenir une gouvernance complexe de notre système de santé, qui n'offre pas de vision claire des périmètres d'action aux différents acteurs (professionnels de santé, élus, patients, décideurs publics). Face à ces constats, l'Institut Montaigne formule des propositions concrètes sur les enjeux de gouvernance et d'organisation du système de santé. Afin d'appuyer cette réflexion, une cartographie inédite a été réalisée pour mettre en lumière les possibles inadéquations entre besoins et dépenses de santé, par département.

► Le rapport ► La synthèse ► Les annexes (méthodologie et données)

► Les disparités territoriales en matière de vieillissement et d'accès aux soins

Caisse des Dépôts, Nathalie Chataigner et Clémence Darrigade

***Questions Politiques Sociales – Les études*, n° 37, mai 2022. 16 p.**

Ce numéro est consacré aux disparités territoriales en matière de vieillissement et d'accès aux soins. La prise en charge du bien vieillir représente un enjeu complexe pour les politiques publiques, en partie lié aux grandes disparités entre territoires, tant en ce qui concerne les besoins des populations vieillissantes, que l'offre de services, notamment de santé, mobilisable localement.

Dans un premier temps de cette publication, sont mis en évidence les contrastes géographiques selon les situations démographiques mais aussi de fragilités économiques, sociales et de dépendance. Dans un second temps, les différences locales d'accessibilité des soins sont analysées à travers trois professions de santé : l'accessibilité aux médecins généralistes, aux infirmiers libéraux et aux masseurs-kinésithérapeutes. A cette fin, un ensemble de données démo-économiques ont été mobilisées au niveau communal.

► La publication ► La présentation détaillée

Transitions

► La biodiversité, un atout pour le territoire

***Intercommunalités*, n° 271, mai 2022. pp.8-17**

La biodiversité influence directement la qualité de vie et l'attractivité du territoire, c'est pourquoi il importe de la placer au cœur des stratégies locales de transition. Le dossier de ce numéro incite à

considérer la protection durable de la biodiversité comme un enjeu aussi essentiel que le changement climatique.

► **Quatre scénarios pour la transition écologique. L'exercice de prospective de l'Ademe "Transition(s) 2050"**

Ademe - Éric Vidalenc, Emmanuel Combet, Jean-Louis Bergey, Valérie Quiniou et David Marchal
Futuribles, n° 448, mai-juin 2022. pp. 5-22

Face à l'urgence climatique et au renforcement des ambitions européennes visant à atteindre la neutralité carbone, le calendrier de la transition écologique en France est désormais soumis à de fortes contraintes. Dans ce contexte, plusieurs exercices de prospective ont été entrepris ces dernières années, pour nourrir le débat et donner aux décideurs les éléments de réflexion nécessaires à la mise en œuvre d'une stratégie de transition compatible avec les objectifs de décarbonation du pays. L'Ademe, qui coordonne des réflexions prospectives sur la transition écologique française, a publié fin 2021 son exercice sur le sujet : "Transition(s) 2050". Cet article rappelle le contexte et la méthodologie de cet exercice, fruit de deux ans de travaux et de concertation. Il présente les quatre scénarios types, cohérents et contrastés pour conduire la France vers la neutralité carbone à l'horizon 2050 : « Génération frugale », « Coopérations territoriales », « Technologies vertes » et « Paris réparateur ».

► **Mobilités et inégalités. L'État-providence de transition**

Alphonse Coulot et Vincent Le Rouzic

La Fabrique de la Cité, mai 2022. 34 p.

Concilier les enjeux sociaux et environnementaux constitue l'un des principaux défis de la transition bas-carbone. Dans cette perspective, les auteurs ont souhaité étudier le rôle potentiel de l'État-providence face à un tel défi avec une analyse détaillée des enjeux et des problèmes à appréhender (focus notamment sur le Compte Transition Mobilité). La présente note souligne également l'importance d'un accompagnement ciblé auprès des ménages concernés.

► La note

Union européenne

► **Conférence sur l'avenir de l'Europe - Rapport sur les résultats finaux**

Mai 2022. 342 p.

La conférence sur l'avenir de l'Europe offre aux citoyens européens une occasion unique de débattre des priorités de l'Europe et des défis auxquels elle est confrontée. Le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne se sont engagés à écouter les Européens et à donner suite, dans les limites de leurs sphères de compétences, aux recommandations formulées. La Conférence sur l'avenir de l'Europe a conclu ses travaux et remis son rapport final, comprenant 49 propositions qui correspondent aux attentes des citoyens européens sur neuf thèmes : "Une économie plus forte, justice sociale et emploi" ; "Éducation, culture, jeunesse et sport" ; "Transformation numérique" ; "Démocratie européenne" ; "Valeurs et droits, État de droit, sécurité" ; "Changement climatique et environnement; Santé" ; "L'UE dans le monde" et "Migration".

► Le rapport

Urbain

► **Altermétropolisation : une autre vi(II)e est possible**

Alexandre Grondeau. Éditions La Lune Sur Le Toit, 2022. 348 p.

L'ubérisation et la marchandisation de notre société et de nos villes sont-elles inévitables ? Les inégalités, les déséconomies, les pollutions, les insécurités, les discriminations urbaines sont-elles des fatalités indépassables ? La compétitivité et l'attractivité sont-elles le seul horizon du développement métropolitain ? La ghettoïsation et le communautarisme sont-ils indissociables des politiques de la ville ? ... L'auteur ne le pense pas. Après avoir déconstruit et critiqué le processus d'urbanisation contemporain largement majoritaire (la métropolisation), cet ouvrage prouve la non-inéluctabilité d'un seul modèle urbain, fondé principalement sur la compétitivité et les relations marchandes, et affirme, paradoxalement, une certaine vitalité politique que beaucoup d'experts pensaient révolue. Alors que le déclin de la démocratie de nos sociétés occidentales est en effet constaté et décrit avec crainte, l'altermétropolisation participe d'une repolitisation de la cité. En dépassant une vision principalement utilitariste et marchande de la ville et de l'innovation, Alexandre Grondeau nous propose de repenser le fonctionnement urbain en redonnant un poids important à ses dimensions éthique, politique, sociale, culturelle, historique, écologique.

► Lire l'ouvrage en ligne ► Le site de l'éditeur

► **Les *Urban Living Labs*, une plateformes des villes intelligentes comme leviers d'expérimentations d'innovations ouvertes**

Valérie Fautero, Florence Orillard, Gilles Puel

Systèmes d'information & management, 2021/4 (Volume 26), pp. 89-115

Situé à la frontière du management de l'innovation et de la géographie urbaine, cet article analyse la mise en pratique des stratégies dites de smart city portées par les acteurs publics locaux qui s'appuient sur les expérimentations urbaines et les dispositifs de type *Urban Living Labs* (ULLs). Parmi les sujets abordés : "Expérimentation territorialisée, ULLs et plateformes de la ville", "Expérimentations d'innovations urbaines : entre régime transitoire et construction de la ville intelligente durable".

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner au bulletin : accès direct à l'encart d'inscription**

>> **Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr**

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20, avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr



[Se désinscrire](#)